

PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement et de l'énergie
d'Île-de-France

Unité départementale de Seine-et-Marne

Arrêté préfectoral n° 2016/DRIEE/UD77/108 de mise en demeure pris à l'encontre de la Société ARMABESSAIRE de satisfaire aux dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter

**Le Préfet de Seine-et-Marne
Officier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu la partie législative du Code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-8 et L. 514-5,

Vu l'arrêté ministériel 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du Code de l'environnement,

Vu l'arrêté préfectoral n° 10 DCSE IC 241 du 23 novembre 2010 autorisant la Société ARMABESSAIRE et Compagnie à étendre ses activités de stockage et de récupération de ferrailles, de broyage et de concassage de produits minéraux, de fonderie de métaux et alliages et de transit de déchets industriels à PONTAULT-COMBAULT (77340) au 9-12 rue Jean Cocteau,

Vu l'arrêté préfectoral n° 16/PCAD/033 du 18 mai 2016 portant délégation de signature à Monsieur Jérôme GOELLNER, directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France (D.R.I.E.E),

Vu l'arrêté n° 2016-DRIEE IdF - 213 du 13 juillet 2016 portant subdélégation de signature,

Vu le rapport n° E/16-2296 du D.R.I.E.E daté du 21 octobre 2016 consécutif à la visite d'inspection du 28 septembre 2016 des installations exploitées par la Société ARMABESSAIRE,

Vu le courrier du D.R.I.E.E en date du 21 octobre 2016 relatif à la transmission du rapport précité et informant la Société ARMABESSAIRE de la possibilité de faire part de ses observations sur ce rapport,

Vu le courrier de la Société ARMABESSAIRE du 04 novembre 2016 de transmission de ses observations sur ledit rapport,

Considérant que les opérations de tri, cisailage, grenailage, chalumage des déchets ferreux et non ferreux n'entraînent pas de transformation importante de ces déchets au point de ne plus permettre d'assurer la traçabilité des déchets sortants,

Considérant que l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 10 DCSE IC 241 du 23 novembre 2010 précité ne prévoit pas d'exemption d'obligation de tenir la traçabilité des déchets entrants et sortants,

Considérant que la Société ARMABESSAIRE ne satisfait pas aux dispositions des articles suivants de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 10 DCSE IC 241 du 23 novembre 2010 relatifs à la tenue des registres des déchets entrants, sortants et produits par l'établissement :

- article 5.2.3. : Registre des déchets non-dangereux entrants sur le site,
- article 5.3.6. : Registre d'élimination des déchets non-dangereux,
- article 8.2.3.1. : Admission des équipements électriques et électroniques mis au rebut,
- article 8.2.5. : Déchets d'équipements électriques et électroniques mis au rebut,

Considérant que la Société ARMABESSAIRE ne réclame pas lors de l'admission des déchets non dangereux auprès du déposant, l'information préalable concernant le type et de la quantité de déchets livrés, en application de l'article 5.2.2 de l'arrêté préfectoral n° 10 DCSE IC 241 du 23 novembre 2010 précité,

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8-I du Code de l'environnement de mettre en demeure la Société ARMABESSAIRE de satisfaire aux dispositions définies par son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 10 DCSE IC 241 du 23 novembre 2010,

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,

ARRÊTE

ARTICLE 1

La Société ARMABESSAIRE, dont le siège social et les installations sont situés aux 09 - 12 rue Jean Cocteau à PONTAULT-COMBAULT (77340), est mise en demeure de satisfaire :

- dans un délai de **15 jours**, à l'article 5.2.2 de l'arrêté préfectoral n° 10 DCSE IC 241 du 23 novembre 2010 susvisé qui impose à la Société ARMABESSAIRE de réclamer auprès du déposant, avant réception du déchet, l'information préalable indiquant le type et la quantité de déchets livrés.
- dans un délai de **2 mois**, aux articles 5.2.3, 5.3.6, 8.2.3.1 et 8.2.5 de l'arrêté préfectoral n° 10 DCSE IC 241 du 23 novembre 2010 susvisé qui imposent de tenir à jour des registres pour les déchets admis, produits et éliminés par l'établissement.

Le contenu de ces registres, défini par ces articles, est, le cas échéant, complété par les informations mentionnées dans l'arrêté ministériel du 29 février 2012 susvisé.

Ces délais prennent effet à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 2

Le non-respect des dispositions visée à l'article 1 du présent arrêté expose la Société ARMABESSAIRE aux sanctions administratives et pénales visées aux articles L. 171-8-II et L. 173-1 du Code de l'environnement.

ARTICLE 3

Les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la Société ARMABESSAIRE.

ARTICLE 4

Une copie du présent arrêté est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire.

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de PONTAULT-COMBAULT et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

ARTICLE 5

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée devant le tribunal administratif de MELUN – 43 rue du Général de Gaulle – 77000 MELUN) dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle ledit acte leur a été notifié.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 6

- le Secrétaire général de la Préfecture,
- le Sous-Préfet de TORCY,
- le Maire de PONTAULT-COMBAULT,
- le Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France (D.R.I.E.E.),
- le Chef de l'unité départementale de Seine-et-Marne de la D.R.I.E.E.,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 23/11/16

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur empêché,
Le Chef de l'unité départementale de Seine-et-Marne,



